

LE PARLEMENT EUROPÉEN (PE) OUVRE À BRUXELLES LA BATAILLE DU SAHARA OCCIDENTAL

Actes de propriété

Tensions et dissensions à Bruxelles sur le dossier sahraoui. Minutes.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Hier à 16h dans l'une des salles appropriées du Parlement européen (PE) se tenait une réunion exceptionnelle de l'inter-groupes «Paix pour le peuple sahraoui». Juste à côté dans une autre place forte de la Chambre de l'UE, Louis Michel, eurodéputé «mais pas que» — ex-ministre des AE, ex-chef du Parti libéral francophone, père de l'actuel chef de gouvernement du royaume de Philippe et de l'altière Mathilde — animait autour d'un documentaire «Sahara occidental, sources et ressources» des débats autour de la question. Les eurodéputés regroupés pour la défense de l'autodétermination du peuple sahraoui, nombreux et représentant l'essentiel des groupes parlementaires se méfient de la démarche Michel.

Ils le soupçonnent de rouler pour le Maroc et de vouloir phagocyter par

des tours de passe-passe l'actuel élan de solidarité européen en faveur d'une solution juste, définitive, durable et, surtout conforme en droit international au problème de l'ex-colonie espagnole.

Louis Michel, il est vrai, n'a jamais apporté un soutien quelconque au plan de paix onusien et n'est pas identifié sur le dossier, comme pouvant être d'un arbitrage sincère.

Les gorges profondes bruxelloises et les salles des pas perdus de la prestigieuse représentation européenne le donnent même comme un lobbyiste roulant pour le palais royal... marocain. Selon des indiscretions recueillies sur place, l'ex-chef de la diplomatie belge ne serait pas, ne serait plus, dans cet état d'esprit. Il veut se positionner comme interlocuteur des deux parties Maroc et Polisario, en vue d'une probable reprise des négociations.

Ce n'est pas l'avis de l'inter-groupes. Mohamed Sidati, ministre

sahraoui, délégué auprès des institutions européennes est plus intéressé par la réunion du groupe parlementaire que du spectacle Louis Michel... Cette activité débordante sur le Sahara occidental indique, toutefois, des pistes d'analyse que l'actualité accrédite.

A la veille de ce remue-ménage parlementaire, une délégation de «Western-ressources-Sahara» était dans la capitale européenne où elle avait rencontré les principaux responsables tant du Conseil, du Parlement que de la Commission, gouvernement de l'Europe.

Cette puissante ONG, dont les actes font autorité ne cesse de rappeler l'Europe à ses obligations envers le peuple sahraoui et de souligner le caractère «urgent» et «impératif» de protéger les richesses naturelles sahraouies du colonialisme et de la prédation marocaine en attendant l'organisation du processus référendaire.

Le rappel de «Western-R.-Sahara» s'inscrit en droite ligne de

l'annulation par la Cour européenne de justice de l'Accord agricole UE-Maroc qui englobait le territoire du Sahara occidental, non autonome et relevant de la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation.

Dans la même veine, l'eurodéputée Paloma Lopez Bermejo apporte l'information — vérifiée — selon laquelle un juge britannique a introduit un recours contre les «arrangements halieutiques» entre Bruxelles et Rabat, en définitive contre les actes de brigandage sur la façade atlantique sahraouie auxquels se livrent l'UE et le Maroc.

Là aussi, la justice britannique ne fera pas de cadeaux aux pirates, l'Accord de pêche sera invalidé et tout indique que les Européens le savent, d'où leur recherche d'une solution négociée à laquelle consentirait le Front Polisario.

D'où, sans doute, les mouvements «Michel».

Paloma Lopez ajoutant aussi «l'Europe fait preuve de lâcheté vis-à-vis du Maroc». Comme M^{me} Lopez

est membre actif du groupe interparlementaires, l'orientation générale de l'UE sur la question est vite assimilée. D'autres sources affirmant même qu'au niveau de la Commission européenne, des dissensions apparaissent sur le traitement de l'arrêt de justice européen et son suivi.

Le président Jean-Claude Juncker et sa numéro 2, Fédérica Mogherini, n'étaient pas favorables à l'introduction de l'appel contre la décision des magistrats de Luxembourg et que seules des pressions franco-espagnoles ont permis cela. Juncker et Mogherini ayant, néanmoins, averti que nul ne doit s'attendre que le recours invalidera profondément le premier jugement et que chacun devra, alors, prendre ses responsabilités. Ambiance !

Bruxelles ne pourra plus assister le cambrioleur et se lamenter avec sa victime (tesrak maâ essarek ou tebki maâ moul eddar).

Luxembourg-City a rendu publics les actes de propriété.

A. M.

GRANDE-BRETAGNE

Sous pression des «Panama Papers», David Cameron se défend

Sommé de rendre des comptes sur sa fortune familiale, son père Ian s'étant retrouvé mentionné dans le scandale de fraude fiscale des «Panama Papers», le Premier ministre britannique David Cameron s'est défendu mardi en affirmant «n'avoir aucun fonds offshore».

Selon le quotidien *The Guardian*, Ian Cameron dirigeait un fonds d'investissement basé aux Bahamas, Blairmore Holding, dont les profits ont échappé au fisc britannique pendant trente ans grâce à un montage compliqué via le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca.

«Je n'ai aucune action, aucun trust offshore, aucun fonds offshore, rien de tout cela», a déclaré David Cameron mardi, lors d'un déplacement à Birmingham (centre de l'Angleterre) en réponse à un journa-



Le Premier ministre britannique David Cameron.

liste l'interrogeant pour savoir si l'actuelle fortune familiale était encore placée dans ce fonds offshore.

«J'ai le salaire de Premier ministre et j'ai quelques économies, sur lesquelles je perçois des intérêts, et j'ai une maison, dans laquelle nous vivions mais qui est actuellement louée pendant que nous sommes à Downing Street (la résidence des Premiers ministres britanniques,

NDRL) et c'est tout ce que j'ai», a-t-il détaillé. David Cameron n'a toutefois pas répondu pour sa famille au sens large. Son porte-parole avait indiqué auparavant qu'il s'agissait là d'une «affaire privée», répétant la réponse donnée en 2012 lorsque les premières informations sur les placements offshore de son père Ian, décédé en 2010, étaient apparues.

Le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn a répliqué en réclamant une enquête indépendante. «C'est une affaire privée dans la mesure où il s'agit d'intérêts privés, mais ce n'est plus une affaire privée si aucun impôt n'a été payé. Il doit donc y avoir une enquête indépendante», a souligné M. Corbyn. Le leader du Labour a également appelé David Cameron à «cesser de tourner autour du pot» et à agir contre l'évasion fiscale.

«Aucun gouvernement, aucun Premier ministre n'a fait davantage pour lutter contre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale agressive à la fois au niveau national et au niveau

international», s'est défendu David Cameron depuis Birmingham.

«Nous avons récupéré des milliards de livres dans notre pays en changeant la législation en matière d'impôts», a-t-il ajouté. Depuis 2010, la lutte contre l'évasion fiscale a rapporté 2 milliards de livres tandis que les changements législatifs ont permis de collecter 12 milliards de livres supplémentaires, selon les chiffres du gouvernement britannique.

«Nous aurons en juin un registre public des propriétés effectives (des entreprises) afin que tout le monde puisse voir qui détient quoi au Royaume-Uni», a ajouté le dirigeant qui doit présider le mois prochain à Londres un sommet anti-corruption et qui prône régulièrement la lutte contre la corruption et l'amélioration de la transparence.

Ces sujets sont récurrents en Grande-Bretagne, où les territoires d'Outre-Mer de la Couronne britannique sont régulièrement accusés d'être des paradis avant tout fiscaux.

Sous des noms qui font rêver —

Anguille, Bermudes, Îles vierges, Montserrat, Îles Turques-et-Caïques —, ces confettis ont une force de frappe financière insoupçonnée. Les Îles vierges, par exemple, avec leurs quelques dizaines de milliers d'habitants, se placent dans le top 5 des destinations prisées par les investisseurs en Russie et en Chine, selon des chiffres de l'OCDE de 2014.

Selon *The Guardian*, membre du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) en possession des Panama papers, le fonds de Ian Cameron employait une cinquantaine de personnes basées aux Bahamas qui signaient des papiers et jouaient le rôle de trésoriers et secrétaires, un arrangement qui n'est pas à proprement parler illégal.

Les «Panama papers» ont mis à jour un vaste système d'évasion fiscale impliquant de hauts responsables politiques, sportifs ou milliardaires à travers le monde, grâce à quelque 11,5 millions de fichiers provenant du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca.

ARABIE SAOUDITE

Un colonel de la police tué par des inconnus près de Riyad

Un colonel de la police saoudienne a été assassiné par des inconnus mardi près de Riyad, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

«Le colonel Kattab Majed al-Hammadi, un officier du département des investigations criminelles, a été tué par des tirs d'inconnus», a déclaré un porte-parole du ministère.

Une enquête a été ouverte sur cette attaque survenue dans la matinée, a ajouté le porte-parole dans un communiqué, sans donner plus de précisions.

Samedi soir, une personne a été tuée dans un attentat à la bombe à Ryadh.

L'attentat a visé un véhicule de police près d'un commissariat dans le secteur de Kharj, tuant un résident étranger.

APS

SYRIE

Nouveau round des discussions de paix le 11 avril à Genève

Le prochain round de négociations sur la paix en Syrie, menées sous l'égide de l'ONU, commencera le 11 avril à Genève, a indiqué mardi le porte-parole des Nations Unies Ahmed Fawzi.

L'envoyé spécial des Nations Unies sur la Syrie, Staffan de Mistura, «envisage de reprendre ces entretiens intersyriens pour la paix le 11 avril, comme prévu», a indiqué M. Fawzi. Les opposants au gouvernement syrien, rassemblés au sein du Haut comité des négociations (HCN), vaste coalition d'opposants politiques et de représentants des groupes armés, sont attendus le 10 avril à Genève. Les discussions pourront commencer le

11 par «un entretien avec le HCN», a-t-il ajouté.

La délégation de Damas arrivera, elle, le 14 avril, a ajouté le porte-parole.

Le précédent round de discussions a eu lieu du 14 au 24 mars à Genève.

La communauté internationale a relancé à l'automne 2015 un processus de discussions dans l'espoir de trouver une issue politique au conflit qui a déjà fait plus de 270 000 morts et contraint des millions de personnes à l'exode.

Selon la feuille de route fixée par l'ONU, ces pourparlers doivent permettre la mise en place dans les six mois d'un organe de "transition", censé rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections d'ici 18 mois.

APS